L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.

PETITES ANNONCES.

PENSION privée, 216 rue Bourbon, entre St-Philippe et Dumaine. Prix modéré. 30 nov—1 m

ON DEMANDE.

ON demande cuisinière qui fasse ménage et parle français, 17 Bourbon au 1er.
25 déc—1f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Lloyd H. Adams.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 31,721—Division D. A. Gentil, Jr., Juge.—Louis E. Nick, Syndic des créanciers—Ordre de Cour—Que la succession des héritiers C. Thonneman et H. F. Thonneman et F. Dannenmann, insolvables, soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de leurs créanciers, il est ordonné qu'une vente des droits successifs de ces dernières ait lieu le jeudi 29 Janvier 1891 et que les créanciers soient notifiés par insertion de cette ordonnance, pendant l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les personnes et les biens des dite personnes soient suspendues.
Nouvelle-Orléans, 23 décembre 1890.
[Signé] ALBERT VOORHIES, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
25 déc—26—janv 2 10

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans—No 32,774.—Division E.—Williams, Pinckard & Co. vs Scott McGehee.—Ordre de Cour.—Qu'une saisie des meubles et droit McGehee, soit et est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pourquoi il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
R. E. LUMINAIS, Greffier.
25 déc—26 30—3 janv

Succession de Melon C. Purves.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 31,476—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les quinze jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte produit par John B. Vinet, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour
R. A. LUMINAIS, Greffier.
20 déc—20 24 29

Succession de Frank Silva.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 15,459.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les quinze jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour
R. A. LUMINAIS, Greffier.
20 déc—20 24 29

Succession de Veuve Marie Silva.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 31,063—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS, Greffier.
20 déc—20 24 29

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE DE District pour la Paroisse d'Orléans—No 31,719 Division E—Hinrichs & Dannemann et H. F. Hinrichs et F. Dannemann, insolvables, soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de leurs créanciers, il est ordonné qu'une vente des droits successifs ait lieu le jeudi 29 Janvier 1891 et que les créanciers soient notifiés conformément à la loi et que pendant l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les personnes et les biens des dite personnes soient suspendues.
Nouvelle-Orléans, 23 décembre 1890.
[Signé] ALBERT VOORHIES, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
25 déc—26—janv 2 10

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE DE District pour la Paroisse d'Orléans—No 31,678—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les quinze jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte produit par John B. Vinet, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS, Greffier.
24 déc—24 28—jan 2

Succession de Mélon C. Purves.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 31,476—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les quinze jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS, Greffier.
24 déc—24 28—jan 2

Succession de Frank Silva.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 15,459.—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les quinze jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS, Greffier.
20 déc—20 24 29

Succession de Veuve Marie Silva.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 31,063—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS, Greffier.
20 déc—20 24 29

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE DE District pour la Paroisse d'Orléans—No 31,719 Division E—Hinrichs & Dannemann et H. F. Hinrichs et F. Dannemann, insolvables, soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de leurs créanciers, il est ordonné qu'une vente des droits successifs ait lieu le jeudi 29 Janvier 1891 et que les créanciers soient notifiés conformément à la loi et que pendant l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les personnes et les biens des dite personnes soient suspendues.
Nouvelle-Orléans, 23 décembre 1890.
[Signé] ALBERT VOORHIES, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
25 déc—26—janv 2 10

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE CONSTABLE.

John Seiforo vs Albert Olivier et Chas. A. Hoch vs le même.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA NOUvelle-Orléans. Nos 18,238 et 18,713—En vertu de deux writs de fieri facias à moi adressés par l'Honorable P. Fitzpatrick, Juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, le procès-verbal à la vente à l'enchère publique, dans entrepôt, No 152 rue Decatur, entre rue St-Louis et Carondelet MERCREDI, 31 décembre 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un cheval bai.
Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.
Conditions—Comptant sur les lieux.
M. FARRENTELLI,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
20 déc—30 25 31

F. A. Lambert vs Mme E. Naudon et son époux, Lisar Fenech, in solido.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA NOUvelle-Orléans. No 16,070—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable H. H. Price, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Esclaves, rue Carondelet entre rue St-Louis et Conti, le LUNDI 5 janvier 1891, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un terrain avec les améliorations qui s'y trouvent, situés dans la Troisième District de cette ville de la Nouvelle-Orléans, carré d'îlet borné par les rues Liberty, Clio, Bourgogne, Dauphine et Calla Lane et désignée comme les terrains 18 et 19, carré d'îlet 224, les dits terrains 18 et 19 mesurant chacun 31 pieds 6 pouces sur Flood, sur une profondeur de 120 pieds.
Saisi dans la susdite affaire.
Conditions—Comptant sur les lieux.
M. FARRENTELLI,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
19 déc—19 25—jan 1 8 15 21

Vente de Constable.

Miss Fortesu vs Irwin C. Scallon.

QUATRIEME COUR DE CITE DE LA Nouvelle-Orléans. No 10,859—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Rob. H. Ker, Jr., juge de la Quatrième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Esclaves, rue Carondelet entre rue St-Louis et Conti, le LUNDI 29 décembre 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Tous les droits, titres et intérêts de Irvin C. Scallon, dans un certain lot de terre et améliorations, dans le Troisième District de cette ville, formant le No 1 de la Ruelle Miss Fe, 1,890, vieux numéro 26, borné par les Leeds Walk, Libéral, La Fabrique et Fetes et New Orléans et mesurant 20 pieds 7 pouces de front sur la rue Leeds Walk sur 108 pieds 6 pouces de profondeur et mesure à rue Libéral.
Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
M. F. MICHEL,
Constable de la Quatrième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
11 déc—11 18 25—janv 2 10

PUBLICATIONS LIQUIDES.

Après de longues recherches et de nombreux essais, j'ai parfaitement réussi à trouver un remède liquide, destructeur indélébile de l'horrible vermine parasitaire, ainsi que de ses œufs. Cet agent spécial, qui prendra inscription cet très incessamment, est d'une innocuité bien connue qui permet aujourd'hui à les employer sans crainte et sans responsabilité. Mon liquide en question est d'une odeur charmante, gaîté de la bête, car il est d'une efficacité merveilleuse contre la vermine. Il n'exige ni savon ni d'un poisson à longue portée. Il ne tache pas. On n'a besoin que de 50 cents pour un pot de 60 onces, prix modique, qui met à la portée de tout le monde. Il est vendu en gros et en détail chez l'auteur, M. Ed. Bauchet, des bouteilles de 24 onces au prix de 60 cents chacune, et en gros à raison de 50 cents la bouteille, quand on prend une douzaine ou plus à la fois.
Cette vente de mon Copyright, de Washington, je recommande particulièrement toute personne qui désire se débarrasser de cette horrible vermine qui dévore.
Dans le cas où quelques personnes ne seraient pas satisfaites de mon liquide, elles n'auront qu'à me le retourner, et je leur rembourserai leur argent.
Ed. BAUCHET.

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 24 DECEMBRE—CLASSE No 466
Tirage de 4 heures P. M.

2	26	30	60	8	64	29	74	24	69	37	11	13	6

Les tirages ci-dessus, publiés dans tous les journaux ci-annexé, se font en public et journellement dans les salons de la Compagnie.
En témoignage auquel nous apposons nos signatures.
Ce 24 décembre 1890—4 heures P. M.
J. A. A. BOUDREAU.
DAN. A. WILSON.
Commissaires.

Les plans de nos tirages quotidiens par vous être vus en tout temps dans toutes les banques.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS DE DEUX MILLIONS DISTRIBUES.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de commerce, industrie, etc., avec un capital autorisé de $1,000,000, comme faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1893.

Les grands tirages extraordinaires auront lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à numéros simples auront lieu tous les autres mois de l'année, excepté les mois de Janvier et Juillet, et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Rémunérée depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestée ainsi qu'il suit :

Nous soussignés, les présidents, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous désignons et constituons en personne ces tirages qui, selon ces dernières l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande intégrité et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans sa annonces, de ce certificat, auquel nous joignons la fac-simile de nos signatures.

Jf Early
Commissaires.

Nous soussignés Banques et Banquiers paieront tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

E. H. WALMSLEY, Pres La. Nat. Bank.
P. LANAUX, Prest. State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Prest. N. O Nat. Bank
CARL KOHN, Prest. Union Nat. Bank

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADEMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 13 JANVIER 1891.

GROS LOT:
$300,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500,	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de	$500, soit	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de $150, soit	$99,900
999 Lots de $100,	99,900
2,134 Lots se montant à	$1,654,000

PRIX DU BILLET :

Entier, $20; Demi, $10; Quart, $5; Dixième, $2; Vingtième, $1.

Prix pour les clubs, 25 fractions de billets de $1 pour $20.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDES PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR EXPRESS A NOS FRAIS,

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons tous les frais et nous payons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les LISTES DE LOTS, envoyés à nos correspondants.

Adresses à M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lou.

Demande Padresse en plein et faites la signature lisible.

La Compte spécial passé dans lois dernières la cession de la malle à Morgan par Lousiane, nous donne service des Compagnies d'Express pour expédier nos marchandises entre Morgan et Nouvelle-Orléans. Nos services assurent à livrer toutes lettres ORIENTAL HOUSE adressées à M. A. Dauphin, dans ne lui faisant pas parvenir les bonnes ENREGISTREMES à son adresse.

Les lettres officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage en nombre voulu, par Express, aux frais de la compagnie.

ATTENTION.—La chasse actuelle de la Compagnie de la Loterie de l'Etat de la Louisiane est la plus petite de la Constitution de l'Etat et est exempte d'un arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis rendu, un jugement irrévocable contre l'Etat et la Compagnie de la Louisiane, annonçant la validité de la charte, qui est absolue, sans donner à l'Etat le droit de la révoquer, sauf par un vote populaire.

Le fait que la directeurs n'auront pas été élus à la date ci-dessus indiquée ne dissoudra pas la Compagnie, dans ce cas, les membres de l'ancienne direction resteront en fonctions jusqu'à ce qu'à ce qu'il leur ait été donné des successeurs par le vote du scrutin et que le mandat de ceux-ci ait été reconnu.

Les vacances qui se produiront dans le Conseil de Direction seront remplies par les directeurs restants.

A sa première réunion, après l'élection, le Conseil de Direction désignera parmi ses propres membres un Président, un Vice-Président, un Secrétaire et Trésorier. Il nommera aussi tels autres officiers, comme agents et autres employés qu'il jugera convenable pour la bonne conduite des affaires de l'compagnie et en fixera les appointements, si toutefois ses directeurs.

Le dernier jour de Février 1892 et des années subséquentes après avoir préalablement fait les dotations qui seront prescrites à pareil dit lieu par décision du Conseil de Direction, celui-ci pourra, si l'état des finances le permet, déclarer des dividendes payables à pareil dit lieu par des soins d'avril suivant.

ARTICLE VII.

Les personnes suivantes sont par les présentes désignées pour former le premier Conseil de Direction, elles serviront jusqu'au premier lundi qu'au troisième mardi de décembre 1893 ou jusqu'à ce qu'il leur ait été donné des successeurs par vote d'élections,

Savoir :

LUDOVIC LAFARGUE,
JOSEPH MARTIN LAVAVASO,
GABRIEL PASCAL,
MAURICE LAFARGUE,
ADOLPHE LEHMERE.

Ledit Ludovic Lafargue sera président, ledit Gabriel Pascal vice-président et ledit Maurice Lafargue secrétaire et trésorier de la Compagnie.

ARTICLE VIII.

Quand cette compagnie sera dissoute, soit par limitation ou pour toute autre cause, la liquidation de ses affaires se fera par un liquidateur nommé qui seront désignés à cet effet par les actionnaires à une assemblée générale convoquée dans ce but spécial, dix (10) jours avant, dans deux des journaux quotidiens de la ville de la Nouvelle-Orléans.

S'il se produit des vacances parmi ces commissaires, ceux qui seront encore en fonctions les remplirent à une majorité spéciale convoquée dans ce but spécial comme (15) jours avant, dans un des journaux quotidiens de la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE IX.

Cette charte (ou acte d'incorporation) peut être modifiée, changée ou amendée, avec l'assentiment du nombre requis d'actionnaires, par trois quarts de stock, ou par leurs fondés de pouvoirs, à une réunion générale des actionnaires convoquée dans un but spécial trente (30) jours d'avis dans un des journaux quotidiens de la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE X.

Aucun actionnaire de cette Compagnie ne sera tenu à une responsabilité quelconque, pour contrats ou engagements faits ou contractés par la Compagnie sur les actions qu'il possède. Aucune responsabilité d'organisation d'actionnaires, cette charte ni n'engagera la responsabilité d'un actionnaire pour un montant dépassant la balance qu'il doit encore à la Compagnie.

Fait et passé à mon bureau, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, au jour, mois et année ci-après précités, en présence de Charles F. Drolla, et George Augustin, témoins majeurs, résidents en cette ville, lesquels ont signés avec lesdits comparants et moi, notaire, après lecture du tout.
(Original signé) A. SCHREIBE.
C. F. DROLLA.
J. M. VILLAVASO.
MAURICE LAFARGUE.
L. LAFARGUE.
CHAS. P. DROLLA.
JOSEPH MARTIN LAVAVASO.
G. LEGARDEUR, Jr.,
Notaire.

Mod. enregistré, conservateur des hypothèques, dans la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par les présentes que l'Acte d'Incorporation et Charte de la "LAFARGUE BROS CO. LIMITED," a été ce jourd'hui enregistré à mon bureau, dans le livre 226, folio 792.
Nouvelle-Orléans, 4 décembre 1890.
[Sceau]
[Signé] GEO. GUINAULT, R. M.
Copie exacte de l'original enregistré en mon bureau.
Ville d'Orléans, 4 décembre 1890.
[Signé] G. LeGARDEUR, Jr.,
8 déc— Notaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. Je certifie par le présent que le 24me jour d'avril 1890, jugement a été rendu dans cette Cour, dans l'affaire stivante dans les mots et chiffres comme suit, à savoir—No 29,790.—Mme O. Martin, née Philip Perez, son mari.—Sur motion de W. B. Lancaster, avocat de la plaignante, qui a produit des preuves sufficientes à la satisfaction de la Cour, la plaignante et la cour considérant ces preuves en faveur de la plaignante et contre le défendeur: il est ordonné, adjugé et décrété que la dite Mme O. Martin, défaut rendu contre le dit défendeur le 15 avril 1890, soit maintenant confirmé et rendu final, et qu'en conséquence le mariage de la plaignante, Mme O. Martin, femme de Philip Perez, et le dit Philip Perez, son mari, décrété tant une séparation de biens entre eux, que la plaignante, et son mari; et il est de plus ordonné qu'il soit et décrété qu'il y ait jugement en faveur de ladite plaignante et contre ledit défendeur pour la somme de dix huit cents piastres ($1,800.00), avec intérêt légal à partir de la demande judiciaire et pour les frais du procès.
Jugement rendu le 14 avril 1890.
Jugement signé le 30 avril 1890.
[Signé] ALBERT VOORHIES, Juge.
En foi de quoi j'ai apposé toi me signature et fait le sceau de ladite Cour, en la ville de la Ville-Orléans, ce trentième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix.
M. GUIRAUD.
Greffier.
Député-Greffier.
20déc—20 24 29.

THE NEW-ORLEANS BEE,

Le Journal de la Nouvelle-Orléans.

A Daily Newspaper, established on the 1st of September, 1857, and universally known throughout the South and the United States. The "Bee" is now published uninterruptedly in French, and is the acknowledged organ of the Franco-American population. A very valuable family paper and specially recommended to those of our American readers, ladies and gentlemen, who wish to enhance their knowledge of the French language.

Subscription Terms:

By Mail—Payable in advance, postage prepaid.

Daily ($12 a month), $6; three months, $3.
Weekly (6 double pages) published Saturday, $5 a year.
Semi-Weekly (4 double pages) published Wednesday and Saturday, $4 a year.

CHARTE.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

ETAT DE LA LOUISIANE — PAROISSE D'ORLEANS,
Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL SOIT SU que le quatrième jour de Novembre, en l'an de Notre Seigneur mil huit-cent-quatre vingt dix, et de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, le cent quinzième.

Par devant moi, GUSTAVE LE GARDEUR, Jrs, notaire, dûment admis et assermenté, en et pour les susdites paroisse et ville, où je suis domicilié, et en la présence des témoins ci-après nommés et qui ont signé

Personnellement sont venues et ont comparu les personnes dont on signatures sont ci-apposées, et ont individuellement déclaré que, se prévalant des dispositions de l'Acte No 36, approuvé le 29 Juin 1888, ainsi que des lois de cet Etat, elles s'organisent en Société de Corporations s'occupant de travaux d'amélioration publique et ayant d'autres objets ; et étant désignés ci-après, dans le but de former une grande maison d'épicerie en gros de l'A.M. Cameron & Castles. Cette propriété de choix est tout-à-fait la meilleure de la ville pour le dit Cameron, est connexité et consistant par la présente charte, consentent et s'engagent de même qu'elles lient les personnes qui pourraient s'associer à elles, à former une Société sous le nom et sous et aux et après désignés aux conditions qui suivant qu'elles adoptent comme leur Charte, savoir :

ARTICLE I.

Le nom de cette corporation sera de la

Lafargue Bros. Co., limited,

et son domicile est ici déclaré être établi en la ville de la Nouvelle-Orléans, en l'Etat de la Louisiane ; et, sous son nom incorporé, elle aura perpétuité de succession pour la durée de quatre-vingt dix ans à partir de cette date pendant une période de quatre-vingt dix neuf (99) ans, à partir de cette date, elle pourra passer des contrats, acquérir et en disposer, ester en droit devant les tribunaux : posséder, recevoir, louer, acheter, transférer, aussi bien qu'hypothéquer sous son nom corporatif, tous les biens, privilèges, meubles ou mobiliers. Elle pourra enfin avoir, jouir de et exercer tous les pouvoirs soumis par les lois de l'Etat à de telles corporations.

ARTICLE II.

Toutes citations ou autres procédures légales seront adressées au Président, ou, en son absence, au Vice-Président, ou, en l'absence de ce dernier au Secrétaire-Trésorier.

ARTICLE III.

Les objets et fins pour lesquels cette corporation s'organise, et le genre d'affaires qu'elle se propose d'exploiter, sont déclarés être comme suit, savoir : Pour acheter et maintenir sur la ville de la Nouvelle-Orléans, un emporium qui importera, achètera et vendra, recevra en consignation, et disposera sur commission sur les marchés étrangers des articles religieux de toutes descriptions tels que : Livres, fournitures de bureaux, cadres d'églises, peintures, statuaires, chapelets, médailles, et tous autres articles de religion, papeterie, œuvres littéraires, parfumerie, et toutes autres objets de commerce ou d'agrément de tous genre.

ARTICLE IV.

Le fonds-capital de cette Compagnie est ici fixé à la somme de Soixante-cinq mille dollars ($65,000.00), divisé en soixante-cinq mille cinq cents actions d'une valeur de dix dollars ($10) chacune, payable sur livraison du certificat de l'action. Aucune action de cette somme émis à moins que l'action ne soit pleinement payée, ou à moins qu'il ne soit dûment connu et l'action établissement payé pour l'achat d'un objet quelconque ou en reconnaissance de travaux faits pour la Compagnie ou de services à elle rendus ; et aucune action de cette Compagnie ne peuvent être associées. Le fonds-capital de cette Compagnie pourra être réduit ou accru de façon permise par la loi, ainsi qu'il a été ci-après stipulé dans l'article intitulé : " Un acte pourvoyant à la façon dont les corporations peuvent accroître leurs capitaux et indiquant le mode de mettre à exécution l'article 239 de la Constitution ", approuvé le 23 juin 1882.

ARTICLE V.

Les transferts d'actions ne se feront que sur les livres de la compagnie. Aucun transfert ne se fera tant que l'actionnaire se trouvera endetté à la compagnie.

ARTICLE VI.

Un Conseil de Direction composé de cinq actionnaires, dont trois constitueront un quorum sera revêtu des pouvoirs de cette corporation dans l'intervalle des assemblées.

Aucun actionnaire ne sera élu directeur s'il ne possède en son propre nom, et au nom de sa femme, aucune part légale à lui appartenant dans des actions au moins du fonds sagital de cette compagnie, et qu'il ne continue à les posséder pendant tout le temps de son service.

Toutes les élection se feront par la voie au scrutin ; la première élection aura lieu le troisième mardi de décembre 1890, et ce même jour public tard, tous les trois ans. Toutes les élections seront tenues sous la surveillance de trois commissaires nommés par le Conseil de Direction. Avis de l'élection sera publié dans un des journaux quotidiens de la Nile-Orléans une fois par semaine, pendant les trente (30) jours qui précéderont ladite élection.

L'actionnaire aura droit, en personne ou par un fondé de pouvoirs, un vote par action pour celle par lui. Une majorité des votes reçues constituera nne élection.

Le fait que les directeurs n'auront pas été élus à la date ci-dessus indiquée ne dissoudra pas la Compagnie, dans ce cas, les membres de l'ancienne direction resteront en fonctions jusqu'à ce qu'il leur ait été donné des successeurs par le vote du scrutin et que le mandat de ceux-ci ait été reconnu.

Les vacances qui se produiront dans le Conseil de Direction seront remplies par les directeurs restants.

A sa première réunion, après l'élection, le Conseil de Direction désignera parmi ses propres membres un Président, un Vice-Président, un Secrétaire et Trésorier. Il nommera aussi tels autres officier, comme agents et autres employés qu'il jugera convenable pour la bonne conduite des affaires de l'compagnie et en fixera les appointements, si toutefois ses directeurs.

Le dernier jour de Février 1892 et des années subséquentes après avoir préalablement fait les dotations qui seront prescrites à pareil dit lieu par décision du Conseil de Direction, celui-ci pourra, si l'état des finances le permet, déclarer des dividendes payables à pareil dit lieu par des soins d'avril suivant.

ARTICLE VII.

Les personnes suivantes sont par les présentes désignées pour former le premier Conseil de Direction, elles serviront jusqu'au premier lundi qu'au troisième mardi de décembre 1893 ou jusqu'à ce qu'il leur ait été donné des successeurs par vote d'élections,

Savoir :

LUDOVIC LAFARGUE,
JOSEPH MARTIN LAVAVASO,
GABRIEL PASCAL,
MAURICE LAFARGUE,
ADOLPHE LEHMERE.

Ledit Ludovic Lafargue sera président, ledit Gabriel Pascal vice-président et ledit Maurice Lafargue secrétaire et trésorier de la Compagnie.

ARTICLE VIII.

Quand cette compagnie sera dissoute, soit par limitation ou pour toute autre cause, la liquidation de ses affaires se fera par un liquidateur nommé qui seront désignés à cet effet par les actionnaires à une assemblée générale convoquée dans ce but spécial, dix (10) jours avant, dans deux des journaux quotidiens de la ville de la Nouvelle-Orléans.

S'il se produit des vacances parmi ces commissaires, ceux qui seront encore en fonctions les remplirent à une majorité spéciale convoquée dans ce but spécial comme (15) jours d'avis dans un des journaux quotidiens de la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE IX.

Cette charte (ou acte d'incorporation) peut être modifiée, changée ou amendée, avec l'assentiment du nombre requis d'actionnaires, par trois quarts de stock, ou par leurs fondés de pouvoirs, à une réunion générale des actionnaires convoquée dans un but spécial trente (30) jours d'avis dans un des journaux quotidiens de la ville de la Nile-Orléans.

ARTICLE X.

Aucun actionnaire de cette Compagnie ne sera tenu à une responsabilité quelconque, pour contrats ou engagements faits ou contractés par la Compagnie sur les actions qu'il possède. Aucune responsabilité d'organisation d'actionnaires, cette charte ni n'engagera la responsabilité d'un actionnaire pour un montant dépassant la balance qu'il doit encore à la Compagnie.

Fait et passé à mon bureau, dans la ville de la Nile-Orléans, au jour, mois et année ci-après précités, en présence de Charles F. Drolla, et George Augustin, témoins majeurs, résidents en cette ville, lesquels ont signés avec lesdits comparants et moi, notaire, après lecture du tout.
(Original signé) A. SCHREIBE.
C. F. DROLLA.
J. M. VILLAVASO.
MAURICE LAFARGUE.
L. LAFARGUE.
CHAS. P. DROLLA.
JOSEPH MARTIN LAVAVASO.
G. LEGARDEUR, Jrs.,
Notaire.

Mod. enregistré, conservateur des hypothèques, dans la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par les présentes que l'Acte d'Incorporation et Charte de la "LAFARGUE BROS CO. LIMITED," a été ce jourd'hui enregistré à mon bureau, dans le livre 226, folio 792.
Nouvelle-Orléans, 4 décembre 1890.
[Sceau]
[Signé] GEO. GUINAULT, R. M.
Copie exacte de l'original enregistré en mon bureau.
Ville d'Orléans, 4 décembre 1890.
[Signé] G. LeGARDEUR, Jrs.,
8 déc— Notaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. Je certifie par le présent que le 24me jour d'avril 1890, jugement a été rendu dans cette Cour, dans l'affaire stivante dans les mots et chiffres comme suit, à savoir—No 29,790.—Mme O. Martin, née Philip Perez, son mari.—Sur motion de W. B. Lancaster, avocat de la plaignante, qui a produit des preuves sufficientes à la satisfaction de la Cour, la plaignante et la cour considérant ces preuves en faveur de la plaignante et contre le défendeur: il est ordonné, adjugé et décrété que la dite Mme O. Martin, défaut rendu contre le dit défendeur le 15 avril 1890, soit maintenant confirmé et rendu final, et qu'en conséquence le mariage de la plaignante, Mme O. Martin, femme de Philip Perez, et le dit Philip Perez, son mari, décrété tant une séparation de biens entre eux, que la plaignante, et son mari; et il est de plus ordonné qu'il soit et décrété qu'il y ait jugement en faveur de ladite plaignante et contre ledit défendeur pour la somme de dix huit cents piastres ($1,800.00), avec intérêt légal à partir de la demande judiciaire et pour les frais du procès.
Jugement rendu le 14 avril 1890.
Jugement signé le 30 avril 1890.
[Signé] ALBERT VOORHIES, Juge.
En foi de quoi j'ai apposé toi me signature et fait le sceau de ladite Cour, en la ville de la Ville-Orléans, ce trentième jour d'avril en l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix.
M. GUIRAUD.
Greffier.
Député-Greffier.
20déc—20 24 29.

THE NEW-ORLEANS BEE,

Le Journal de la Nouvelle-Orléans.

A Daily Newspaper, established on the 1st of September, 1857, and universally known throughout the South and the United States. The "Bee" is now published uninterruptedly in French, and is the acknowledged organ of the Franco-American population. A very valuable family paper and specially recommended to those of our American readers, ladies and gentlemen, who wish to enhance their knowledge of the French language.

Subscription Terms:

By Mail—Payable in advance, postage prepaid.

Daily ($12 a month), $6; three months, $3.
Weekly (6 double pages) published Saturday, $5 a year.
Semi-Weekly (4 double pages) published Wednesday and Saturday, $4 a year.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

OCCASION SPLENDIDE ET RARE

Pour placements sûrs et fructueux.

TRÈS FORTE VENTE

—DU—

BIEN - FONDS

—DANS LE—

Premier et Sixième Districts.

—

VENTE PARTICULIÈREMENT ATTRAYANTE

—DE—

Résidence et de Magasins par le Shérif Civile

COMPRENANT :

Une résidence à deux étages. No 29, rue Constance.

Cottage élevé, en bois, No 318 rue Magazine.

Cottage simple en bois, No 719 rue Annonciation.

Cottage simple en bois, coin Louisiana Avenue et Laurel.

Cottage double, en bois, Nos 627 et 629, rue Constance.

Cottage double, en bois, Nos 631 et 633, rue Constance.

Cottage simple, en bois, No 635 rue Constance.

Cinq jolis cottages simples, en bois, Nos 995, 997, 999, 1,001 et 1,003, rue Magazine.

—ET LES—

Grands et solides magasins Nos 60, 62 et 64

RUE TCHOUPITOULAS,

S'ouvrant sur la rue du Commerce.

Le tout décrit plus complètement ci-dessous dans le corps de l'annonce.

PLANS EXPOSÉS A LA BOURSE.

—Dans l'affaire de—

John T. Hardie et autres contre Philip Thompson.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 32,125.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Esclaves, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre les rues Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 17 janvier 1891, à midi, des propriétés ci-après décrites, à savoir :

1° Un certain lot de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Julia, Cypress, Howard et Liberté, et ayant les dimensions suivantes, savoir : cent vingt-cinq pieds de façade sur la rue Liberté, sur cent quatorze pieds, plus ou moins, de profondeur entre les lignes parallèles, mesurant ensemble de ce fait quatre-vingt-quatre mille pieds carrés, plus ou moins, de profondeur sur la ligne de la rue Howard, et cent vingt-cinq pieds de façade sur la rue Liberté, vers la rue Howard